

Expert en économie solidaire et logiques de marché

RNCP17271 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310p
Formacode(s)	13175
Code(s) ROME	M1302, K1802, M1403
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	18/12/2022

Certificateur(s)

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS · SIRET : 78428073700015

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

L'Expert(e) en économie solidaire et logiques de marché crée, manage et essaime des structures d'économie sociale et solidaire, et les met en partenariat avec les acteurs de l'économie classique et la société civile. Il(elle) associe la rentabilité financière d'une activité économique à sa rentabilité sociale, relationnelle et sociétale. Il(elle) est porteur d'innovation sociale à travers l'activité économique.

Dans le cadre de ses activités, ce(tte) professionnel(le) :

- élabore et gère des projets d'économie sociale et solidaire (ESS) en association ou entreprise sociale
- assure l'ingénierie juridique et financière de la structure ainsi que sa politique de communication
- évalue l'utilité sociale et l'impact social de la structure ou du projet
- met en place une politique de partenariat ou d'essaimage autour d'un projet

Liste des grands domaines d'activités visées par le diplôme :

- Montage d'une structure ESS ou un projet économique d'utilité sociale
- Gouvernance d'une structure ESS ou un projet économique d'utilité sociale
- Evaluation d'une structure ESS ou un projet économique d'utilité sociale
- Développement d'une structure ESS ou un projet économique d'utilité sociale

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Créer une structure ESS ou un projet économique d'utilité sociale

Piloter une structure de l'ESS ou un projet économique d'utilité sociale

- Diriger la structure ou le projet
- Assurer la viabilité financière et définir le cadre juridique
- Promouvoir l'activité et favoriser sa croissance

Identifier et mesurer la valeur sociale de la structure ou du projet

Développer la structure et le projet à travers son changement d'échelle et la création de partenariat

Blocs de compétences

RNCP17271BC01 — Créer une structure de l'ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences évaluées : Concevoir un projet ESS, définir les modalités de suivi et d'évaluation et élaborer une stratégie

Modalités d'évaluation : étude de faisabilité d'un projet de création

Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 1er bloc de compétences

RNCP17271BC02 — Assurer la viabilité financière et définir le cadre juridique d'une structure ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences évaluées: Construire des montages juridiques et financiers innovants

Modalités d'évaluation : Etude de cas

Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 3ème bloc de compétences

RNCP17271BC03 — Identifier et mesurer la valeur sociale d'une structure de l'ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences évaluées: Définir et piloter une démarche participative d'évaluation de l'impact social et de l'utilité sociale d'une structure ou d'un projet (identifier les critères, élaborer les indicateurs et formuler la valeur sociale)

Modalités d'évaluation : Mise en situation

Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 4ème bloc de compétences

RNCP17271BC04 — Manager et développer une structure de l'ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences évaluées: Manager et gérer les différences ressources d'une structure ESS

Modalités d'évaluation : Etude de cas et jeux de rôle

Modalité de certification : attestation délivrée par l'ICP, signée par le Recteur de l'ICP pour ce 2ème bloc de compétences

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les secteurs économiques sont concernés par les métiers de l'ESS (finance, production, commerce) ainsi que tous les statuts d'acteurs:

- public (notamment les collectivités locales),
- privé (PME, coopératives, mutuelles),
- et associatif (ONG, associations, fondations).

Les groupements d'acteurs constituent des lieux premiers d'embauche : fédérations, collectifs, plateformes, corporations

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

L'expert(e) en économie sociale et solidaire (ESS) intervient autant dans le domaine financier (finance éthique et solidaire, microcrédit), que productif (entrepreneuriat social, insertion par l'activité économique, jardins communautaires), ainsi que commercial (commerce équitable, systèmes d'échange non monétarisés ou avec des monnaies sociales, tourisme solidaire, services de proximité).

Emplois accessibles :

- Après l'octroi de la certification : Consultant(e) junior, Chargé(e) d'études ES, Chargé(e) de mission RSE, Chargé(e) de mission - entrepreneuriat social, Chargé(e) de la recherche de subventions, Responsable de la communication partenariat...
- après plusieurs années d'expérience : Directeur(trice) de projet ES, Responsable de la recherche de financements solidaires, Coordinateur(trice) des Opérations Financières ES, Coach(e) et consultant(e), Chef(fe) de projet évaluation de l'impact social, Responsable RSE entreprise, Responsable des placements financiers responsables, Responsable du développement durable, Chargé(e) du développement des partenariats...

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Les métiers de l'ESS ne sont pas à proprement parler réglementés, mais les professionnels du secteur se réfèrent à certaines normes et statuts juridiques :

- Agrément « Entreprise solidaire »
- Norme ISO 26000
- Statut juridique des coopératives, mutuelles, associations, fondations

Insertion par l'activité économique (chantiers, ateliers, entreprises d'insertion).

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 718 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 579
Jugés difficiles à recruter	36 %
Emplois saisonniers	1 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

75% enseignants/tes, 25% professionnels/les extérieurs/es

COMPOSITION DU JURY — VAE

50% enseignants/tes, 50% professionnels/les extérieurs/es (dont 50% de représentants/tes employeurs/euses et 50% de représentants/tes salariés/es)

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	9 263 €
Prise en charge	Branches concernées

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 18/12/2022

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Enquêtes annuelles d'insertion professionnelle menées par le service de l'insertion professionnelle de l'ICP (SIOP)
Institut catholique de Paris

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/17271/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	4
Montant total engagé	20 178 €
Coût moyen par dossier	5 045 €
Durée moyenne	699 h
Période	09/2020 – 12/2020
Reste à charge titulaire	50 %
France compétences	50 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.